

Débat 2

Comment l'Europe peut-elle gagner la course à la compétitivité ?

Bertrand Jacquillat

Cercle des économistes

Cette introduction au débat est un état des lieux sur la compétitivité de l'Europe en matière de production industrielle et de services¹. Commençons par un constat : à la fin du 1^{er} trimestre 2014, la reprise économique dans l'Union européenne avait eu lieu mais... elle était récente et faible si bien que pour l'ensemble des 28 pays de l'Union européenne la production industrielle était inférieure de plus de 10% à ce qu'elle était à fin 2008. Elle était par ailleurs contrastée selon les pays. Seulement 6 des 23 pays avaient retrouvé leur niveau de production industrielle de 2008. En Italie, elle était encore inférieure de 25%. La même observation vaut pour les secteurs industriels. Les industries du meuble, des textiles, de l'habillement notamment sont encore en retard de 25% à 30% par rapport à leur niveau de 2008.

I. Le constat

Une moindre progression des gains de productivité dans l'Union Européenne

Sur la période 1995-2013, l'Europe des 27 a perdu plus de 7 millions d'emplois. Cela est dû pour une part importante à des facteurs structurels, comme la croissance de la productivité, économe en emplois, d'une part et à une tendance légère mais persistante de la modification de la structure de l'industrie vers des secteurs plus intenses technologiquement, et donc moins intensifs en emplois, d'autre part.

Il n'en demeure pas moins que l'Union européenne perd du terrain en matière de gains de productivité par rapport aux grandes économies émergentes et par rapport à ses principaux concurrents. Par exemple le différentiel de productivité US/EU s'accroît depuis la crise après s'être réduit entre 2000 et 2007. Une analyse fine attribue ce différentiel notamment à des investissements plus élevés aux États-Unis dans les ICT (*Information and Communication Technologies*, ou NTIC, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication). Cette moindre progression des gains de productivité au sein de l'Union européenne s'explique par une insuffisance en Recherche et Développement.

La part de la Recherche et Développement dans le PNB est de 1,85% dans l'Union européenne. Elle est inférieure à ce qu'elle est au Japon et aux États-Unis (2,7%). Cette infériorité n'est pas imputable à des différences de structure industrielle ou à la spécialisation des États-Unis dans les secteurs intensifs en connaissance, elle se manifeste dans tous les secteurs.

Déclin du poids de l'industrie dans l'économie de l'Union européenne

Le poids de l'industrie dans l'économie de la zone euro décline par rapport à celui des services, et cela a des causes rationnelles liées à des changements structurels et n'est pas propre à l'Europe. Avec la croissance de leurs revenus, les populations consacrent une part grandissante aux services. Aussi les services ont-ils été davantage protégés de la concurrence par les prix. Enfin les services ont une faible élasticité prix, c'est-à-dire que face à des prix plus élevés, les consommateurs ne souhaitent et/ou ne peuvent réduire leur consommation. Il y a donc deux bonnes raisons pour constater un déclin de la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PNB. D'abord, la croissance de la productivité plus élevée dans l'industrie entraîne un déclin relatif de ses prix par rapport à ceux des services, et il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter. Du côté de la demande,

¹ Elle s'inspire d'un document de la Direction Générale Entreprise et Industrie de la Commission de Bruxelles « Towards knowledge driven reindustrialisation » (*European Competitiveness Report* 2013). Ce rapport rassemble des statistiques sur les 28 pays de l'Union européenne, 23 secteurs industriels et 14 autres secteurs (dont 13 dans des services). Certains résultats sont ventilés par pays mais surtout par secteurs. Il n'y a pas de ventilation croisée pays/secteur. La majorité des résultats est par secteur pour l'ensemble de l'Union européenne.

on constate une faible élasticité prix et une forte élasticité revenus dans les services tels que l'éducation, le tourisme, la santé, les activités culturelles.

Il existe dans l'Union européenne comme dans le reste des pays développés des changements structurels entre les trois grands secteurs : agriculture, industrie et services, dont les clés sont le progrès technique et la croissance de la productivité du côté de l'offre et du côté de la demande les différentes élasticités revenus des secteurs. En tout état de cause, la différenciation industrie/services est moins nette qu'autrefois. Actuellement 30% du prix d'un produit industriel a un contenu « services », à l'inverse 10% du prix des services a un contenu industriel.

Des secteurs contrastés

Le rapport de la Commission sur la compétitivité identifie quatre groupes de secteurs (23) dans la dimension de leur technicité : *high tech*, *medium-high tech*, *medium-low tech*, *low tech*.

L'Union européenne a des avantages comparatifs dans la plupart des secteurs industriels (15 sur 23), qui contribuent à hauteur des $\frac{3}{4}$ à la production industrielle de l'Union européenne. C'est pourquoi la reprise dans la zone euro s'est faite au travers de l'exportation de produits manufacturés.

Dans le *high tech*, l'Union européenne a des avantages comparatifs dans la pharmacie, mais se trouve en retard dans l'informatique, l'électronique, les équipements optiques et les équipements électriques. Dans les industries *medium high-tech*, les avantages comparatifs de l'Union européenne (RCA de 1,14) sont inférieurs à ceux des États-Unis (1,22) et du Japon (1,59).

Des 15 secteurs identifiés comme ayant des avantages comparatifs, environ 10 (les 2/3) appartiennent aux deux groupes sectoriels bas de gamme (*low tech* et *medium-low tech*). Cependant les produits de ces secteurs bas de gamme ont un contenu plus élevé d'innovation que la moyenne.

Une capacité exportatrice intacte de l'Union européenne

Les exportations de l'Union européenne ont un plus haut degré de complexité et de sophistication (intensité en connaissance), ce qui représente un indicateur avancé de la compétitivité hors prix.

La mesure de la part domestique et de la part étrangère dans les exportations d'un pays indique dans quelle mesure ce pays fabrique et/ou assemble. La comparaison de l'Union Européenne avec la Chine, les États-Unis, le Japon et la Corée est à l'avantage de l'Union européenne. La part de la valeur ajoutée étrangère à l'Union européenne dans les exportations de celle-ci est plus faible que dans les autres pays. Ceci n'est pas dû au fait que l'industrie européenne est moins intégrée dans la chaîne de valeur que l'industrie des autres pays puisque la part de la valeur ajoutée en provenance de l'Union Européenne dans les exportations des quatre autres pays est la plus élevée. L'industrie européenne est donc bien placée dans la chaîne de valeur mondiale.

Pour mesurer la compétitivité des industries de l'Union européenne sur les marchés mondiaux, on utilise l'indicateur RCA (*Revealed Comparative Advantage*) qui est le ratio de deux ratios : le premier ratio est celui de la part des exportations de l'Union européenne d'un secteur par rapport à l'ensemble de ses exportations ; le second ratio est celui des exportations du même secteur par rapport à l'ensemble des exportations d'un groupe de pays de référence. Supérieur à 1, il est l'indication d'un avantage compétitif. Le RCA de la Chine dans la *high tech* est le plus élevé (1,56) ! Cela suggère que la part fabriquée à l'étranger des exportations de ce secteur est très élevée. Attention au RCA ! Ce ratio pour mesurer la compétitivité d'une industrie n'est pas parfait.

II. Les solutions

Un autre regard sur l'industrie

Aujourd'hui, un secteur manufacturier important n'est plus considéré refléter une structure économique obsolète, peu adaptée à l'ère post-industrielle d'une économie dominée par les services. C'est même aujourd'hui l'inverse, un secteur manufacturier dynamique est considéré comme un passage obligé pour avoir une économie innovante et compétitive, et en croissance significative.

Il faut donc conserver une taille critique à l'industrie : sinon on perd des *manufacturing commons* (perte de connaissances, de savoir-faire technologique, de réseau de fournisseurs...). La situation est particulièrement préoccupante en Grande-Bretagne où le déclin est important depuis 1995, ou en France et en Grèce où la part de l'industrie était déjà faible en 1995.

Un autre regard porté à l'industrie est nécessaire car il est empiriquement prouvé que les entreprises industrielles sont plus enclines à faire de la Recherche et Développement que le reste du tissu économique. Leur part de R&D est bien supérieure à leur part de contribution à la valeur ajoutée, dans un rapport de 4 à 1 en moyenne.

Vers une osmose entre l'industrie et les services

Les liens entre l'industrie et les services sont de plus en plus forts. Les services sont un facteur de compétitivité de l'industrie au même titre que le R&D et l'innovation. La part de la composante service en pourcentage de coûts dans la production du secteur manufacturier est passée de 22% en 1995 à 25% en 2013. Ces liens sont plus particulièrement forts dans les secteurs *low-tech*, *medium-low tech* et *medium-high tech*, reflétant une nécessité de différenciation dans une politique de compétitivité hors prix. Ce point est d'autant plus important que les services incorporés dans les biens industriels ont une base nationale très importante, 87%, contre 4% en provenance des autres États de l'Union européenne et 9% de pays tiers.

Le secteur manufacturier assure une fonction de « transport » des services, dans la mesure où, incorporés dans des produits industriels échangés internationalement, ils sont bien plus exportables qu'en tant que tels isolément. L'incorporation de services dans les produits industriels accroît la mobilité d'échange international des services. La croissance de la productivité (TFP) du secteur manufacturier européen est plus élevée que celle des services marchands et du reste de l'économie.

La moindre importance des dépenses de R&D dans l'Union européenne par rapport aux États-Unis et au Japon, est dû en partie à des structures industrielles différentes, mais surtout à l'intensité de la recherche dans chaque secteur. La première constatation conduit à prôner une politique industrielle tournée vers l'émergence et la croissance de sociétés innovantes et mondiales en Europe.

Quelle politique industrielle pour l'Union européenne ?

Pendant longtemps la politique industrielle en Europe a été une politique de la concurrence, de suppression des aides d'État spécifiques et sectorielles, puis récemment elle s'est orientée vers une politique de R&D. Encore plus récemment la politique industrielle de l'Europe s'oriente vers une politique horizontale couplée à des politiques sectorielles dans six domaines liés à l'environnement et au changement climatique. Les aides d'État aux industries exportatrices semblent avoir un effet positif, mais elles devraient davantage cibler les entreprises plus petites.

Au-delà de faciliter la croissance, la politique industrielle a aussi pour objectif d'accroître la compétitivité externe des secteurs et entreprises exposés à la concurrence internationale. La politique industrielle doit s'orienter vers l'amélioration plutôt que la préservation des structures industrielles. La politique industrielle doit stimuler les applications commerciales des innovations et ce notamment par les commandes publiques ciblées sur les engagements de l'Union européenne en matière de protection environnementale et de politique de climat.

En définitive, les activités manufacturières doivent conserver une taille significative dans l'Union européenne pour au moins quatre raisons : le secteur concentre une part importante des efforts d'innovation dans l'économie, et il contribue à la croissance globale de la productivité et à la croissance de l'économie, aussi du fait d'effets de transmission intersectorielle. Aussi parce que le secteur manufacturier a des liens de plus en plus étroits avec le secteur des services. Enfin parce que

les services incorporés dans les biens industriels sont exportables, ce qui n'est pas le cas pris isolément. L'industrie continue de croître mondialement et l'économie mondiale est entrée dans une phase hyper-industrielle qui s'appuie sur les codes, l'informatique et les logiciels, les robots et l'internet avec des entreprises industrielles qui intègrent de plus en plus de services dans la chaîne de valeur ajoutée. Cette nouvelle révolution industrielle est une formidable opportunité pour l'Europe.